Lundi, 4 juin 2012

Objet : Dépôt de candidature – Comité médias

Par la présente, je soumets ma candidature dans la mesure où le comité médias a été élargi, selon la volonté des membres du congrès de la CLASSE. Je suis membre de la CLASSE par l’entremise de l’AECSSP (Association étudiante des cycles supérieurs de science politique de l’UQÀM).

Mon implication au sein des initiatives de l’ASSÉ date de l’année 2006-2007 ; j’ai été membre de « l’équipe de mobilisation volante » du CRAM (Conseil régional de l’ASSÉ à Montréal). Puis mon engagement pour la mobilisation a, en quelque sorte, débordé du cadre de la communauté étudiante. Car en effet, la lutte étudiante n’a rien à voir avec la défense des intérêts pécuniaires d’un petit groupe de la société, comme l’ont laissé entendre des démagogues ayant largement trouvé tribune auprès des médias de masse depuis le début de la grève en cours (et avant). D’où l’importance de communiquer des idées et des principes, élaborés et votés entre autres dans les instances de la CLASSE, mais qui se veulent avant tout populaires.

Or, force est de constater qu’une grève, bien qu’elle puisse durer plus de trois mois, nous laisse peu de temps pour diffuser un discours, expliquer des concepts aux citoyens et citoyennes du Québec. Si la grève met en place l’escalade des moyens de pression symboliques, la valeur d’une « progression des interventions communicationnelles » (avant, pendant, et après la grève) à la fois dans les grands centres et les régions n’est pas inférieure. L’ASSÉ et la CLASSE ne se sont jamais considérées comme des élites politiques bien pensantes, c’est pourquoi elles doivent avoir, selon mon humble avis, le devoir de se faire entendre et comprendre autant que possible par les citoyens et citoyennes du Québec qui, bien que souvent plus ou moins politisé(e)s, sont tout à fait en mesure de comprendre le jargon de la CLASSE lorsqu’il est expliqué plus longuement. Bien que beaucoup de formules démagogiques aient pu circuler et être intégrées dans le public – déséquilibre du rapport de force communicationnel oblige –, qu’il est souvent difficile de faire face à des points de vue hostiles de la part d’allié(e)s potentiel(le)s et que dans bien des cas, le dialogue ne peut mener au degré de persuasion espéré, il serait condescendant de négliger ce travail de communication et de sensibilisation. Depuis des décennies, voire plus encore, le discours néolibéral a petit à petit su pénétrer le tissu social (réf. pré-propagande, chez Jacques Ellul). Par conséquent, dans des conjonctures où il y a confrontation avec les mouvements sociaux, la récupération est à portée de main. Pour éviter la récupération ou le contrôle des cadres du débat social (de ses référents, des enjeux, de la définition des acteurs sociaux et des problèmes) par le gouvernement et d’autres types d’opposants, et pour ainsi contrer le déséquilibre des rapports de force, il est essentiel à mon avis d’investir beaucoup d’énergie dans la mobilisation du public, dans la circulation du discours de façon directe auprès de la population.

Par ailleurs, toujours selon mon analyse personnelle bien modeste, un recul gouvernemental dû à un ras-le-bol de la pression exercée par un grand nombre d’étudiantes et d’étudiants très souvent dans la rue ou par une perturbation du déroulement normal des activités économiques menacées n’est pas synonyme d’une victoire réelle puisque la crédibilité et la légitimité de ce gouvernement restent intouchées et il pourra répéter les mêmes actions dans le futur. Toutefois, un recul gouvernemental causé par un large appui populaire à des idées et pratiques contraires à celles du gouvernement représente une défaite gouvernementale à tous les niveaux. Sans nier l’importance du symbolique – bien au contraire – l’objectif de l’explication de cette perspective est de montrer ce à quoi j’aimerais contribuer, c’est-à-dire à un meilleur rapport de force pour le mouvement étudiant en passant par la mobilisation citoyenne. Pour ne donner qu’un exemple, l’utilisation plus en profondeur de médias alternatifs (ex. médias locaux et régionaux, médias sociaux, …) serait un moyen à envisager. Par ailleurs, ce meilleur rapport de force peut passer par l’élaboration de stratégies communicationnelles qui ont pour but de contrer les agendas gouvernementaux et médiatiques ainsi que les campagnes de « salissage » contre le mouvement étudiant. Je crois que davantage d’élu(e)s doivent être affecté(e)s à cette tâche puisque nous avons été une cible très prisée dans les derniers mois et nous pouvons être plus offensifs et offensives à cet égard, question d’affirmer notre légitimité et notre crédibilité maintenant, mais aussi pour les futur(e)s militant(e)s étudiant(e)s qui auront aussi leurs luttes à mener dans des instances similaires, voire les mêmes que les nôtres.

Personnellement, le fait que la gratuité scolaire et que l’éducation comme projet de société et non comme marchandise soient perçues comme des idées « radicales » et « marginales » me dérange et m’inquiète sérieusement. Encore davantage lorsque la corruption, les hiérarchies verticales injustes, le pillage des ressources collectives (etc.) vont bon train. Je passerai certainement ma vie à tenter de renverser les perceptions sur ce qui est actuellement souvent jugé radical et marginal. Je travaille présentement, dans le cadre de mon mémoire et de travaux de recherche à l’UQÀM sur les stratégies de communication d’une part de groupes environnementaux québécois, puis de groupes féministes. Très assidue sur l’analyse de la couverture de presse (et des tribunes publiques) du mouvement étudiant – travail particulièrement féroce sur le moral et la santé mentale en général –, pourquoi ne pas en faire bénéficier la CLASSE de façon plus directe et officielle ?! Je l’offre. En fait, j’offre du temps et certaines compétences. En dernier lieu, pour affirmer et assumer des déterminismes qui motivent un penchant pour la stratégie communicationnelle et la mobilisation citoyenne partout au Québec, je me dois de mentionner d’abord un baccalauréat en Communication, Politique et Société à l’UQÀM, des origines familiales liées à la région du Saguenay-Lac-St-Jean, puis un mode de vie semi-urbain (Montréal)/semi-rural (Saint-Antoine-sur-Richelieu, beau village prônant les coopératives).

Alors voilà. Au plaisir !

Laury Chayer